



XV

L'enseignement agricole dans l'Ain

- Les grandes réformes de l'enseignement agricole
- Le lycée des Sardières
- Le lycée de Cibeins
- Les Maisons familiales rurales
- L'histoire de l'ADEA

Travaux de laboratoire de la classe BTA du lycée agricole des Sardières à Bourg-en-Bresse, année scolaire 1976-1977.

La modernisation agricole est aussi passée par l'enseignement

Longtemps mal considéré en France, l'enseignement agricole s'est enfin généralisé et renforcé dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Le fruit d'une volonté politique et des responsables agricoles, traduite dans les lois de 1960 et 1984. Deux spécificités : il ne dépend pas du ministère de l'Éducation nationale, mais de celui de l'Agriculture et l'enseignement privé y tient une place importante.

En 1848, vingt-sept fermes-écoles accueillent en France environ 360 élèves et les instituts en activité 80. Un décret du 3 octobre 1848 met en place trois types d'organismes de formation :

- Des fermes écoles départementales établies sur des terres privées dont les directeurs sont les propriétaires ou les fermiers. Les frais d'enseignement sont pris en charge par l'État qui nomme également les directeurs. Une commission est chargée de contrôler les admissions et les examens.

- Des écoles régionales. L'enseigne-

La loi de 1960 : un coup d'accélérateur

La loi du 2 août 1960 sur l'enseignement et la formation professionnelle agricoles transforme rapidement ce secteur de l'enseignement.

Il s'agit de contribuer à la modernisation de l'agriculture en favorisant la diffusion

ment y est payant, mais des bourses sont réservées aux meilleurs élèves des fermes-écoles.

- L'Institut national agronomique, qui forme des ingénieurs et des professeurs. C'est aussi un établissement de recherche et d'expérimentation qui s'appuie sur une exploitation abordant tous les sujets (forêt, horticulture, animaux, jardin...). À la fin de 1849, il existe 68 fermes écoles, pour 855 élèves. Les instituts de Grand-Jouan, La Saulsaie (à Montluel 01) et Grignon sont transformés en écoles régionales.

des connaissances scientifiques et techniques et en améliorant les compétences des agriculteurs. Plusieurs principes sont affirmés : la complexité croissante des processus de production et l'accélération du progrès technique qui exigent

des travailleurs plus de connaissances et d'habileté ; la prise en considération des aspects sociaux et humains de la profession d'agriculteur ; les catégories socioprofessionnelles doivent avoir accès à une formation générale de même valeur ; l'enseignement agricole devra

Des programmes bouleversés et une cogestion des orientations

Pour assurer une bonne formation générale et une formation professionnelle, il a fallu adapter les programmes. Les établissements changent de nom pour devenir lycées et collèges agricoles. Les responsables de l'enseignement agricole affirment sa spécificité, marquée par sa liaison avec le terrain et la tutelle du ministère de l'Agriculture. L'enseignement agricole se présente dès lors comme un système parallèle au système d'enseignement général et professionnel. La loi prévoit l'aide de l'État à l'enseigne-

Un outil de promotion sociale

Ainsi, la réforme fait de l'enseignement agricole un élément du système éducatif national. Tout en cultivant son originalité, il va adopter l'organisation et le système des diplômes de l'Éducation nationale. La promotion sociale figure au cœur du projet. Des spécialistes de l'éducation populaire comme Paul Harvois sont sollicités pour renouveler la pédagogie

s'adapter en permanence aux besoins de l'économie agricole.

L'enseignement agricole doit ainsi préparer les futurs travailleurs des secteurs agricole et agro-industriel et permettre à chaque jeune d'atteindre le plus haut niveau de formation possible.

ment privé par un système de contrats (le Premier ministre estimant l'apport du privé indispensable pour absorber la forte demande de scolarisation) et la définition concertée entre l'administration et les organisations professionnelles des grandes orientations de cet enseignement professionnel. Cette cogestion de la politique agricole est symbolisée en 1961 par la rencontre de Michel Debatisse, secrétaire général du CNJA, et le ministre de l'Agriculture, Edgard Pisani.

et promouvoir l'enseignement initial professionnel aux écoles d'enseignement supérieur. L'enseignement agricole innove en créant en 1966 un corps d'enseignants chargés de l'éducation socioculturelle. Elle a pour vocation « d'introduire dans la formation des élèves des matières visant moins à l'acquisition de connaissances qu'à l'épanouissement de l'être ».

XV-1

L'apprentissage de la démocratie et de la citoyenneté est favorisé par la participation à la vie de l'association sportive et culturelle de l'établissement et aux travaux des différents conseils. L'ouverture à des réalités sociales et culturelles est réalisée lors d'études du milieu naturel et humain et à l'occasion des stages prévus dans les cycles de formation.

Édith Cresson, ministre de l'Agriculture de 1981 à 1983

En 1982, la ministre de l'Agriculture, Édith Cresson, annonce une réforme de l'enseignement agricole par les principaux intéressés, en conformité avec le projet politique de décentralisation et de plus grande participation des citoyens à la gestion des affaires. Comme en 1960, la réforme de l'enseignement agricole doit s'inscrire en cohérence avec la politique de l'éducation générale d'une part, de la politique agricole d'autre part. La réforme se concrétise par le vote, sans opposition, de deux lois. L'une porte sur la refonte de l'enseignement agricole public (9 juillet 1984); l'autre précise les relations entre l'État et les établissements agricoles privés (31 décembre 1984). Une vaste consultation du personnel, des élèves, des parents, des organisations professionnelles, est lancée dans les établissements, les régions et au niveau national. Sa synthèse

Enfin, une formation professionnelle continue exemplaire est mise en place surtout à partir de 1972. L'enseignement supérieur est rénové via un partenariat avec l'université pour être reconnu à l'étranger et enrichir la société moderne des cadres performants qu'exigent les mutations socio-économiques et la concurrence internationale.

servira de base à la formation agricole future. Un consensus s'en dégage. On retient notamment la prise en compte des agricultures dans leur diversité. Les établissements ne promeuvent plus un modèle, mais des modèles d'agriculture pour préparer les jeunes à différents systèmes de production. Les établissements s'ouvrent plus largement aux métiers de la ruralité. L'enseignement technique, l'apprentissage et la formation professionnelle continue sont adaptés: changement des contenus, des méthodes pédagogiques, des protocoles d'évaluation, des diplômes. L'engagement du personnel de l'enseignement agricole a permis d'intégrer ces bouleversements sans heurts. Ces lois de 1984 ont permis d'assurer un développement sans précédent des effectifs, une amélioration du taux de réussite et une insertion professionnelle satisfaisante.

XV-2

Bourg-en-Bresse: du collège de Brou au lycée des Sardières

L'actuel lycée agricole des Sardières de Bourg-en-Bresse a pour origine un collège d'enseignement agricole de jeunes filles. Il est né en 1954 de la volonté du maire de Bourg-en-Bresse, Amédée Mercier. Ce collège, installé dans le périmètre du monastère de Brou, sera transféré en 1976 pour devenir le lycée agricole des Sardières. Un lycée moderne, mixte, doté d'une ferme de 26 hectares et qui n'a depuis pas cessé de s'agrandir et de diversifier ses activités.



◀ Au collège de Brou, lors de l'année scolaire 1965-1966, Michèle Cuisset en cours de jardinage avec les 4^e.

En 1954, le ministère de l'Agriculture décide d'ouvrir une école ménagère sur un domaine de 2 ha contigu à l'église et au musée de Brou à Bourg-en-Bresse. L'école cherche à susciter

les valeurs terriennes et sociales des jeunes filles pour qu'elles deviennent de bonnes fermières, des maîtresses de maison expertes et des mères de famille avisées.

XV-2

En septembre 1963, Mme Estibals succède à Mme Fleury à la direction du collège agricole féminin de Brou. ►

En 1963, cet établissement devient collège agricole féminin et se révèle très vite trop petit pour accueillir les 140 élèves. Dans les années 1970, les organisations professionnelles agricoles, les parents, les personnels et les élus obtiennent la construction d'un nouvel établissement sur un domaine de 26 ha au milieu de la campagne, route de Jasseron au lieu-dit Les Sardières. Le chantier commencé en 1975 est terminé en septembre 1976 pour le grand plaisir de Georges Guyonnet, le directeur, qui a assuré la transition entre les deux établissements. Le lycée des Sardières est inauguré par Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture.



D'abord un « collège agricole mixte »

L'établissement se nomme alors Collège agricole mixte et accueille 179 élèves. Pour asseoir les formations agricoles, démarre en septembre 1977 le chantier de construction d'une exploitation agricole piloté par Joël Demule. Les productions bovines (laitière et bouchère) sont complétées en 1978 par un élevage de volailles de Bresse en collaboration avec le centre de Béchanne et son directeur, Marcel Pépin, ainsi qu'avec le Comité interprofessionnel de la volaille de Bresse (CIVB) et son président emblématique, le restaurateur

Georges Blanc. Outre la production, les élèves participent, comme précisé par le ministère, à des expérimentations utiles au développement agricole en partenariat avec les organisations professionnelles agricoles. En 1991, les surfaces de cette exploitation représentent environ 130 ha.

En 1979, l'établissement prend la dénomination de lycée d'enseignement professionnel agricole et douze ans plus tard celui de lycée d'enseignement technologique agricole avec la mise en place de formations supérieures.

Recherche, transformation et vente directe

En 1986, le chantier de construction du centre de formation professionnelle et de promotion agricole (CFPPA) piloté par Jean-Louis Favier commence. Il est dédié à la formation agricole continue qui conduit les stagiaires à l'obtention de la capacité professionnelle (stages de 200 heures et brevet professionnel responsable d'exploitation agricole). Cela s'adresse à un public d'adultes en reconversion souhaitant s'installer.

En 1987, les formations par apprentissage aux métiers de l'élevage et de l'agroalimentaire apparaissent. Une deuxième exploitation voit le jour au CFPPA avec la construction d'un élevage de lapins complété en 1988 par un bâtiment d'élevage de volailles « Label rouge » avec la production de poulet de

l'Ain. Un groupement d'intérêt scientifique (LAPIGIS) est créé pour participer à la recherche appliquée sous couvert de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Ainsi une expérimentation sur l'insémination artificielle sur lapines est conduite, donnant lieu à une publication diffusée à l'occasion du congrès mondial de la cuniculture à San Francisco.

L'atelier agroalimentaire a été construit en 1992. L'atelier Sardélices est né quelque temps plus tard avec la création d'un magasin de vente directe à destination des particuliers. Cet atelier est également mis à disposition des agriculteurs souhaitant transformer leurs produits et vendre directement aux consommateurs.



► L'atelier fer-bois des bac pro du lycée des Sardières au début des années 1980.

La ville de Lyon fonde le lycée de Cibeins

Le lycée agricole de Cibeins trouve son origine dans l'après première guerre mondiale. Il s'agissait de limiter l'exode rural et la ruée des paysans vers l'industrie. D'abord financé par la ville de Lyon, il est devenu un établissement public qui propose des formations originales.

L'École d'agriculture de Lyon fut fondée en 1918 à l'initiative de la municipalité de Lyon et de son maire, Édouard Herriot. Le projet était ambitieux : Édouard Herriot voulait créer un outil permettant de freiner l'exode rural. Il fallait trouver un moyen de fixer la population rurale des environs et contrer l'attrait des villes qui proposaient des salaires fixes, une moindre pénibilité du travail et des loisirs abondants.

Ainsi, l'École d'agriculture de Lyon dispenserait-elle une formation agricole pratique censée redonner aux jeunes citadins d'origine rurale le goût pour les métiers agricoles et l'envie d'un « retour à la terre ».

Il était par ailleurs question d'y accueillir des orphelins (pupilles de la Nation), des enfants issus de familles nombreuses et des enfants considérés « à problèmes » afin de conférer à l'établissement une dimension sociale. L'exploitation agricole annexée à l'école constituerait un modèle d'excellence pour la population rurale locale.

L'enseignement est assuré par des professeurs payés par la ville de Lyon et quelques agronomes du ministère de l'Agriculture. L'enseignement se déroule dans les locaux du château datant du XVII^e siècle. Une chapelle, un potager, des pièces d'eau, un parc, des terres, des prés, des bois et de vieux bâtiments constituaient un environnement adapté et prestigieux.

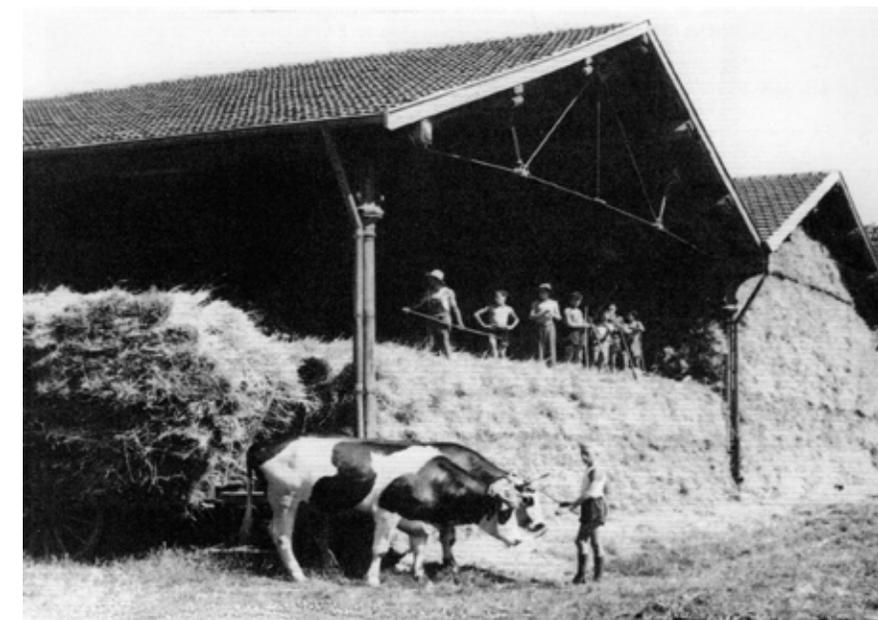
En 1925, Édouard Herriot demande à la laiterie de Cibeins de fournir en bon lait les crèches et les hôpitaux de Lyon.



Un domaine de 186 ha a été acheté pour assurer la production agricole céréalière. On y trouvait des moutons et un troupeau performant de vaches laitières. D'autres acquisitions foncières eurent lieu par la suite pour atteindre 220 ha. Une laiterie a été construite en 1923. Elle a joué un rôle important pendant la guerre pour ravitailler en lait frais les hôpitaux lyonnais. Accolée au château, cette ferme est composée d'écuries, d'une sellerie, d'une orangeraie, d'une buanderie, d'un four à pain. La ferme du château fait place aux bâtiments scolaires. Cette exploitation participe également au développement agricole et conduit des expérimentations.

À partir de 1962, un changement de cap

En 1962, Cibeins devient lycée agricole géré par le ministère de l'Agriculture en application la loi d'orientation de 1960. Trois ans plus tard, tous les enseignants dépendent de l'État avec la mise en place de nouvelles filières de formation dont un BTS productions animales reconnu nationalement. Un centre de formation professionnelle pour adultes (CFPPA) est installé en 1966 sur le site de Belley, dispensant des actions de formation continue orientées vers la viticulture et l'élevage. Il organise aussi des stages



▲ Stockage des gerbes sous les hangars, au lycée de Cibeins.

pour des futurs agriculteurs en recherche de la capacité professionnelle. Il accueille les techniciens et ingénieurs agricoles de la Chambre d'agriculture de l'Ain intervenant dans le Bugey pour aider au développement des exploitations. En 1968, un internat est construit à Cibeins et en 1984 les bâtiments près du château changent d'aspect : voici le temps des passerelles et des coursives. Ces aménagements ont été financés par le Conseil régional Rhône-Alpes. En 1991, un nouvel internat est mis

XV-3

en service. Une chaufferie biomasse est installée pour chauffer l'ensemble de l'établissement, notamment les locaux d'hébergement, les salles de cours et l'amphithéâtre.

Les formations se diversifient avec l'horticulture, l'apiculture, l'arboriculture, la viticulture, la sylviculture. Un

centre de formation d'apprentis est créé pour conduire des formations agricoles orientées notamment vers l'aquaculture et l'élevage canin, notamment les chiens guides d'aveugles. Autant d'évolutions qui permettent à l'établissement de devenir en 2005 lycée d'enseignement général et technologique agricole.

Les élèves de Cibeins partent en excursion avec les célèbres autocars Berliet.



XV-4

La culture de l'enseignement en alternance des Maisons familiales

D'inspiration catholiques, souvent fondées par des militants de la JAC, les Maisons familiales rurales (MFR) ont séduit les futurs agriculteurs grâce à leurs méthodes pédagogiques basées sur la proximité et l'alternance entre enseignement théorique et pratique.



◀ Promotion 1951 de la MFR de Saint-Étienne-du-Bois, de droite à gauche : Suzanne Fromont, épouse Gilbert Pin ; Mme Jorioz, directrice de la MFR ; Huguette Pirat, épouse Paul Fromont ; Yvonne Paccard, épouse Renée Bué ; Anne-Marie Michon, épouse Albert Fixot ; Andrée Guillerminet, épouse Jean Game ; Henriette Guillermin, épouse Serge Buathier ; Aimée Lobrichon, épouse Louis Michelard.

La première Maison familiale rurale (MFR) ne sera créée dans l'Ain qu'en 1950 à Saint-Étienne-du-Bois à l'initiative d'André Laurent, ancien président de la Chambre d'agriculture de l'Ain.

L'objectif était de proposer un modèle d'enseignement adapté aux besoins de l'agriculture pour les jeunes de 14 à 17 ans. Le principe de l'alternance associant cours théoriques et pratiques

XV-4

dans une ferme fera le succès des MFR. Le jeune pouvait, tout en suivant sa formation de futur agriculteur, continuer à aider ses parents sur l'exploitation. Les MFR sont d'inspiration catholique.

On trouve souvent les militants de la Jeunesse agricole catholique (JAC) à leur création. Mais ce dispositif éducatif répondait davantage aux besoins des parents qu'à ceux de l'Église.

En 1945, les MFR s'éloignent de l'Église

En 1945, lors de son congrès national, l'union nationale des MFR prend ses distances avec l'église en supprimant le poste d'aumônier national. Cette autonomie revendiquée et la décision d'abandonner dès 1941 le statut de

syndicat pour celui d'association, échappant ainsi à l'emprise du régime de Vichy, permettront aux MFR de bénéficier à la Libération de la reconnaissance de l'État et d'obtenir une subvention du ministère de l'Agriculture.

Dans l'Ain, le réseau des MFR apparaît tardivement

Dans l'Ain, un réseau de MFR a été créé tardivement du fait de l'existence d'établissements publics.

La seconde MFR dite de Balan a vu le jour en 1956 à Saint-André-de-Corcy. Elle a été dirigée par Maurice George qui, dans les années 1980, a dirigé le service formation de la Chambre d'agriculture de l'Ain. Le succès des MFR exigeait des locaux adaptés, ce qui explique de fréquents déménagements. Ainsi celle de la Vernée, à Péronnas, s'est d'abord établie à Journans et l'IREO (aujourd'hui MFR du domaine de la Saulsaie à Montluel) était avant 1981 installé à Jasseron.

À chaque MFR ses spécialités

- La Saulsaie, les grandes cultures ; Bâgé-le-Chatel, la polyculture élevage ; Péronnas, les métiers du paysage et du commerce ; Pont-de-Veyle, les services à la personne ; Cormaranche-en-Bugey, les métiers du bois ; Balan, les métiers de bouche. Les MFR sont gérées par la fédération départementale qui fait partie de la Fédération régionale des MFR. Il existe aussi une fédération nationale et plusieurs maisons familiales ont été créées sur le modèle français dans le monde, notamment en Amérique du Sud.



◀ Promotion 1962-1963 de la Maison familiale de Saint-André-de-Corcy. Debout de gauche à droite : Maurice George, enseignant moniteur, Georges Guillet, Georges Sandron, Jacky Garnier, Pierre Ribot, Alix Vernay, Gérard Dutang, Guy Montrade (†), Michel Drouin (†), Gérard Guillot, Michel Thomasson. Accroupis de gauche à droite : Bernard Guichard, Jean-Pierre Essertier, Vincent Jayr.

Les lycées professionnels privés ruraux agricoles

- Sous l'impulsion du centre social de la Mutualité sociale agricole, deux lycées professionnels privés ruraux ont été créés dans l'Ain : un à Villars-les-Dombes en 1951 et l'autre à Nantua, au cours de la même période.
- En 1975, ils adhèrent à l'Union nationale rurale d'éducation et de promotion.
- En 1984, la MSA décide de se désengager car ces centres ne correspondent plus à sa vocation et ils deviennent des associations de gestion suite à la loi Rocard réformant les

relations entre l'État et les établissements agricoles privés.

Dans le cadre de la formation permanente, ils dispensent pour les jeunes dames et jeunes filles des stages de gestion et d'économie rurale, à partir de 1972 des stages de perfectionnement pour les agriculteurs(trices) installés(es), à partir de 1989 le BEPA agent de laboratoire et depuis 1991 un BTA transformation « analyse de laboratoire » qui deviendra un bac pro laboratoire en 2009.

L'ADEA de l'Ain : à l'école de la deuxième chance

Depuis plus de 70 ans, l'Association départementale d'enseignement postsecondaire agricole (ADEA) forme des jeunes aux besoins professionnels de chaque époque. D'abord destinée à former de jeunes ruraux au métier d'agriculteur, elle s'est adaptée aux demandes de l'artisanat puis de l'action sanitaire et sociale. Plus récemment, elle s'est équipée d'un espace pour permettre au plus grand nombre d'échapper à la fracture numérique en accédant aux nouvelles technologies de l'information qui dominent nos activités professionnelles et nos vies. Depuis sa création en 1948, l'ADEA propose, dans un souci d'insertion et de promotion sociale, une école de la deuxième chance en direction des publics fragiles ou de ceux qui n'ont pas eu la possibilité de suivre des formations qualifiantes ou universitaires.

Après cinq ans de guerre et d'Occupation, la France est exsangue. Tout doit être reconstruit : villes, usines, gares bombardées, villages et fermes incendiés. L'agriculture n'a pas échappé au désastre. Aux exactions de l'occupant assisté par la milice et aux réquisitions s'ajoute l'absence cinq ans durant des paysans prisonniers en Allemagne. Le 25 août 1944, Paris est libéré, Bourg-en-Bresse le sera le 4 septembre. Le 5 septembre, à la demande du général de Gaulle et de son ministre de l'Agriculture Tanguy Prigent, le Comité départemental de la libération est installé dans l'Ain et, en juin 1945, sont organisés les « États

généraux de la Renaissance de la France ». L'enseignement agricole, faiblement structuré en France, figure au rang des priorités. Le directeur des Services agricoles de l'Ain, André Richard, en dresse l'état des lieux dans un article de *L'Ain agricole* du 1^{er} octobre 1946. En matière d'enseignement agricole, « notre pays est singulièrement en retard ». Il préconise la création de cours par correspondance à défaut de disposer, comme il en existe à l'étranger, de « collèges et de lycées agricoles » qui n'apparaîtront en France qu'avec l'avènement des lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962. Cette faible présence de formation agricole destinée

au plus grand nombre est « en grande partie la raison pour laquelle, dans ces pays, le niveau de vie des agriculteurs est infiniment supérieur au niveau de vie de l'agriculteur français ».

En 1946, l'enseignement agricole dans l'Ain se résume à l'école d'agriculture de Cibeins, créée en 1918 à l'initiative

d'Édouard Herriot, le maire de Lyon, à trois écoles d'agriculture d'hiver, à Bourg, Pont-de-Vaux et Belley, à une école ménagère ambulante à Meximieux et à un enseignement postsecondaire sous forme de journées d'études rurales organisées depuis la fin du XIX^e siècle par l'Union du Sud-Est⁽¹⁾.



◀ Groupe de stagiaires de l'ADEA dans les années 1970 avec leur enseignant Charles Bailly, le deuxième à droite.

Les prémices de l'enseignement agricole

Les autorités administratives, notamment la Direction des services agricoles (DSA) que dirige André Richard assisté d'un

adjoint, Antoine Boudol, et les responsables agricoles de l'Ain, pour la plupart issus de la Résistance, entreprennent

(1) L'action éducative due à l'Union du Sud-Est retardera dans l'Ain la création des Maisons familiales rurales dont la première ne sera fondée qu'en 1950 à Saint-Étienne-du-Bois à l'initiative d'André Laurent.

XV-5

Henri Durand, président fondateur de l'ADEA en 1948.



d'organiser la formation des agriculteurs de l'Ain. Ils sont aidés par une loi sociale qui donne la possibilité aux parents de continuer à percevoir pendant deux ans les allocations familiales, normalement versées jusqu'à 15 ans, s'ils permettent à leurs enfants de poursuivre des études entre 15 et 17 ans. Cette décision impulsera un profond mouvement de scolarisation des enfants de paysans qui souvent quittaient l'école après avoir obtenu le certificat d'études primaires. Les

organisations professionnelles agricoles, à commencer par la Confédération générale de l'agriculture (CGA), présidée par Henri Durand, mais aussi le Crédit agricole de l'Ain, les Assurances mutuelles de l'Est-Central et la coopération agricole soutiennent la volonté de l'administration et de l'inspection académique d'organiser un puissant enseignement agricole au bénéfice du plus grand nombre de jeunes ruraux et futurs agriculteurs de l'Ain.

D'abord des cours par correspondance

Pour contribuer à cet objectif, Henri Durand, Félix Jacquet, Cyrille Nallet, Ary Geoffray, tous résistants, fondent le 23 octobre 1948 l'Association départementale d'enseignement post-scolaire agricole. L'ADEA était née. Ses initiateurs veulent promouvoir l'enseignement agricole en permettant à chacun de suivre des cours par correspondance. Dès sa première année, l'ADEA forme 500 élèves garçons mais déjà, deux ans plus tard, en 1950, ce sont 1 300 ruraux, 707 garçons

et 627 filles, qui suivent des cours par correspondance. Faute d'équipements, notamment de salles, ces cours à distance, sans lien direct entre les enseignants et les élèves, doivent être réformés. En



Robert Jouvent dirigea l'ADEA de 1948 à 1976.



Cours post-scolaires dans les années 1960 avec Noël Ravassard comme enseignant.

concertation avec l'Éducation nationale et sous son égide, des centres post-scolaires agricoles et ménagers sont ouverts pour assurer des cours en salle. Les professeurs d'agriculture dépendants de l'administration de l'agriculture sont renforcés par une équipe d'instituteurs itinérants mise à la disposition de l'ADEA par l'inspection académique. Ces enseignants sont placés sous la direction de Robert Jouvent, l'emblématique directeur fondateur de l'ADEA dont ses collaborateurs disaient de lui: « Pas de Jouvent, pas d'argent! », comme témoigne Noël Ravassard. L'ADEA compte jusqu'à 28 institutrices, maîtresses ménagères,

20 instituteurs, maîtres agricoles, 12 monitrices d'enseignement ménager, et 12 centres de « cours moteurs » dédiés à l'apprentissage de la mécanique furent créés.

Les présidents de l'ADEA depuis sa création

1948 à 1981 : Henri Durand
 1891 à 1986 : Roger Martin
 1986 à 1989 : Jack Lequertier
 1989 à 1994 : Paul Morel
 1994 à 1999 : Jean-Lou Dominjon
 1999 à 2008 : Jean Cointot
 2008 à 2013 : Jean-Lou Dominjon
 Depuis 2013 : Jean-François Raffin

XV-5

Une équipe pédagogique itinérante

Ces équipes quadrillent le département pour dispenser des cours à destination des garçons sur l'usage des engrais, la conduite d'un troupeau, l'assolement, la rotation des cultures, l'introduction des semences hybrides, la mécanique agricole, la législation rurale... Mais aussi des enseignements sur le jardinage, l'élevage de volailles, la comptabilité, l'entretien d'une maison, la cuisine, les soins médicaux et vétérinaires... sont dispensés en direction des filles. En 1953, 210 communes de l'Ain sont desservies par l'enseignement post-scolaire agricole dispensé par l'ADEA, 370 communes en 1956, 450 communes en 1958! Les communes qui ont trop peu de candidats se rattachent au chef-lieu de canton comme Saint-Paul-de-Varax

qui adresse ses jeunes ruraux au centre de Villars-les-Dombes. La France de l'après-guerre a faim. Sa production agricole ne couvre pas ses besoins alimentaires – en 1946 elle doit importer d'Argentine et du Canada 1,5 million de tonnes de blé! – et une nouvelle génération de paysans aspire à rompre avec les pratiques routinières de ses devanciers. En moins de vingt ans, grâce à la formation et l'accompagnement constant des autorités publiques comme des organisations professionnelles agricoles, l'agriculture française devient autosuffisante puis exportatrice (8,5 millions de tonnes de blé exportées en 2019) pour figurer dans les années quatre-vingt au rang des agricultures les plus performantes du monde.



Stagiaires filles en cours de secrétariat à l'ADEA dans les années 1960. ▶

S'adresser au plus grand nombre

L'ADEA reste attentive à l'évolution de la société et s'extrait peu à peu de sa vocation vulgarisatrice des dernières techniques agricoles auprès des jeunes ruraux de l'Ain. Ses fondateurs veulent que chacun, par le travail, la formation et le mérite accède à une condition sociale plus élevée que celle, peu enviable, dans laquelle étaient souvent tenus leurs parents. Cette ambition humaniste portée par les fondateurs de l'ADEA trouvera sa pleine expression après les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962. Le ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, Edgard Pisani, travaille en étroite concertation avec

la profession pour donner un cadre législatif à une agriculture qui demande encore à se moderniser. Il faut rappeler les fermes morcelées, introduire massivement la mécanisation, donner la possibilité à ceux qui restent à la terre de s'agrandir... L'industrie, elle aussi en plein développement, a un besoin d'ouvriers qu'elle trouvera en partie dans les campagnes où la mécanisation n'exige plus autant de bras. L'ADEA s'adapte. En 1970, elle devient l'Association pour le développement de la promotion sociale et de l'enseignement agricole et rural de l'Ain. Elle ouvre ses formations jusque-là très agricoles aux métiers de l'artisanat et de l'industrie.

Le conseil fondateur de l'ADEA en octobre 1948

Président: Henri Durand fils, (président CGA de l'Ain, Sandrans).

Vice-président: M. Bataille, inspecteur d'académie.

Vice-président: Félix Jacquet, vice-président de la FDSEA, Meillonas.

Trésorier: Cyrille Nallet, directeur du Crédit agricole de l'Ain.

Secrétaire administratif:

André Richard, directeur des services agricoles (DSA).

Membres: Joseph Brayard, conseiller général; Durand Henri père; Limandas,

conseiller général; Maîtreperre, conseiller général; Borget, président de l'OAD (Office agricole départemental); Albert Écochard, président des coopératives laitières et du Crédit agricole; Goineau, membre de la FDSEA; Robert Jacoud, président de l'Union des coopératives d'approvisionnement; Ary Geoffroy, directeur de la Mutualité Nantua; Jack Lequertier, directeur de la coopérative de stockage des blés (Cérégrain); Raymond Perrin, directeur de la coopérative d'approvisionnement (UDCA); Marcel Royer, directeur de la CGA et de la FDSEA.

XV-5

Des formations pratiques sur le terrain

Cette réorientation placera l'association au cœur des besoins en salariés formés et compétents des entreprises du bassin d'emploi de Bourg-en-Bresse et au-delà. Noël Ravassard, qui fut l'un des maîtres itinérants, se souvient de ces jeunes ruraux qui, ayant quitté le cursus scolaire classique, trouvaient dans « cette école de la deuxième chance plus pratique, plus concrète, une formation de terrain qui parfois les conduira à embrasser de brillantes carrières ». L'ADEA sera aussi un partenaire constant des gestionnaires de la formation continue, de Pôle emploi et des organismes sociaux pour assurer la formation d'adultes salariés, de chômeurs ou de publics en proie à des difficultés. Fidèles aux convictions des fondateurs de l'ADEA, les dirigeants qui se sont succédé ont tenu à cultiver ces valeurs humanistes « d'un possible accès pour tous, par la formation, à une promotion sociale ». Plus de soixante-dix ans après sa création, l'ADEA reste un

outil pédagogique d'enseignement et de formations professionnelles capable d'offrir une alternative à ceux qui n'ont pas eu la possibilité de suivre des études universitaires.



La promotion de l'ADEA de 1965 en voyage au Havre. ►

À chaque époque ses besoins en formation

Dans les années 1970, l'ADEA forme des moniteurs éducateurs. Un laboratoire de langues, un atelier de froid et climatisation sont ouverts et des cours

d'informatique, de secrétariat, de cuisine sont proposées. Cette polyvalence dans les formations dispensées marque la diversification des publics et la fin du

recrutement de stagiaires dans le seul milieu rural. Au tournant du millénaire, l'ADEA décide de développer des formations aux métiers sanitaires et sociaux et les dernières formations agricoles sont abandonnées en 2012.

En revanche, à côté des formations sanitaires et sociales qui préparent aux diplômes d'assistant de vie aux familles, d'accompagnant éducatif et social, de

moniteur-éducateur et d'éducateur spécialisé, l'ADEA s'est dotée d'un espace numérique, support à une formation qualifiante de « conseiller médiateur numérique ». À chaque époque ses besoins en formation que l'ADEA, depuis plus de 70 ans, s'attache à satisfaire dans le cadre d'une pédagogie ouverte à tous et dans le respect du développement de chaque individu.

Ils ont bénéficié de la « promotion sociale »

À titre d'exemples, nous avons retenu le parcours de quelques stagiaires de l'ADEA, ceux de la promotion 1963-1965, section préparation au BEPC, qui comptait 16 stagiaires, 10 filles et 6 garçons.

Après avoir tous obtenu leur diplôme, chacun s'est inscrit dans une voie professionnelle qui leur a permis d'embrasser de belles carrières au titre de la promotion sociale. Ainsi, Paul Charnay de Certines, après son bac et l'École normale de Bourg, fit une carrière dans l'enseignement technique en électronique et en informatique qu'il termina au collège de Pont-de-Vaux. Jean-Paul Durand, originaire de Bâgé-la-Ville, fit une carrière dans l'industrie laitière, notamment à la direction commerciale de Régilait puis en Afrique

où il dirigea et conseilla des entreprises au Cameroun, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Algérie et au Bénin. Jean-Pierre Fromont de Foissiat, après avoir été chargé de la production porcine aux Établissements Guénard à Vonnas, devait reprendre l'exploitation familiale où il développa un important atelier porcin.

Mme Claude Laurent, née Chapeland, fit une carrière dans l'administration avant de devenir la collaboratrice de son mari artisan pour gérer la comptabilité et les ressources humaines. Bernard Soret, originaire de Jasseron, après plusieurs postes de géomètre et de conducteur géomètre, assura la direction de la Société d'amélioration foncière de l'Ain chargée de réaliser des travaux de drainage et de terrassement.

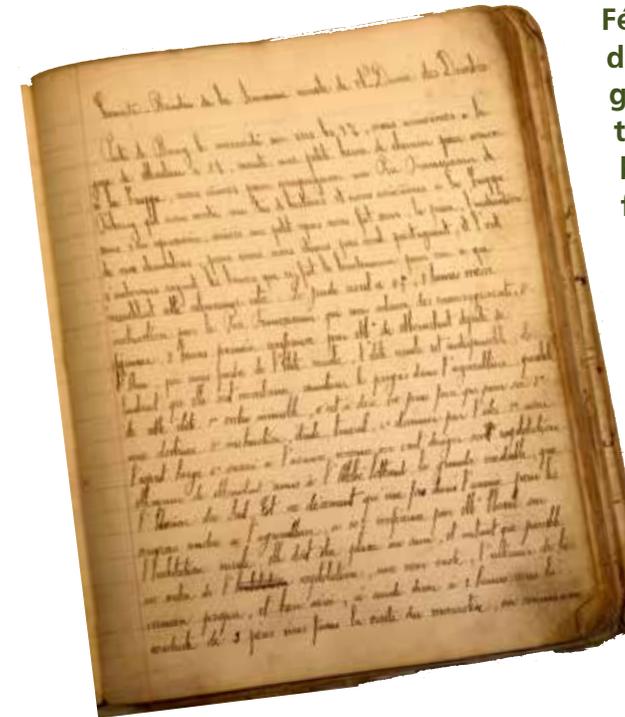
IV - 4

Plus de dix ans avant la JAC nationale, l'Ain organisait déjà sa jeunesse rurale

Chacun connaît le rôle éminent joué par la JAC dans la formation de plusieurs générations de responsables d'organisations agricoles. Sa naissance dans l'Ain en 1935 est plutôt tardive car elle est précédée ici par un mouvement de jeunes ruraux, garçons et filles, « se voulant tout à la fois et fièrement paysans et chrétiens », indique Étienne Fauvet, dans sa thèse universitaire ⁽¹⁾. Ce mouvement rural imaginé dans l'Ain dès 1910 se développe après la Grande guerre de 14-18, à l'initiative de l'abbé Élie Cottard-Josserand. En poste au diocèse de Belley, c'est lui qui fonde en 1920, neuf ans

avant la création de la JAC en France, la Fédération de la jeunesse catholique de l'Ain ⁽²⁾ destinée à rassembler les garçons et à laquelle il donne le nom tiré d'un roman de René Bazin, « Le blé qui lève ». De leur côté, les jeunes filles de plus de 15 ans s'organisent en 1925 dans la fédération féminine « Jeanne d'Arc » et deviennent « Les semeuses de l'Ain ». Pour n'oublier personne, elles se dotent de deux sections dédiées aux plus jeunes : les « cadettes » pour les 12-15 ans et les « benjamines » pour les moins de 12 ans.

Compte rendu d'une semaine rurale présidée par l'abbé Cottard tenue à la Trappe des Dombes en 1920 avec conférence de Pierre de Monicault. Compte-rendu de L. Nallet et J. Josserand publié dans le cahier du Cercle d'études de Saint-Denis-lès-Bourg.



La JAC s'organise sur les groupes paroissiaux existants

Selon Étienne Fauvet, « très vite, ce mouvement rural de l'Ain prend de l'extension. En 1929, alors que la JAC se constitue dans l'Est de la France et à Paris, la fédération « Du blé qui lève » de l'Ain compte déjà « 2 165 cotisants réguliers et 2 400 abonnements à sa revue mensuelle ». De son côté, la fédération Jeanne d'Arc et ses « Semeuses » compte, en mai 1938, au moment de son intégration à la JACF de l'Ain, « 240 groupes paroissiaux et 4 200 militantes ». Ce sont ces groupes locaux organisés à l'échelle

de la paroisse qui ont constitué les fondations sur lesquelles la JAC de l'Ain s'est construite. Déjà, les groupes paroissiaux du père Cottard-Josserand organisaient des « Semaines rurales » et, localement, autour du curé, des « Cercles d'études » destinés à former « une élite paysanne dont les institutions agricoles avaient besoin pour vivre et s'organiser ». L'initiative de cette vaste action pédagogique en direction des ruraux est portée par la Chronique sociale de France⁽³⁾ et par l'Union des syndicats agricoles du



← Les Semeuses de Foissiat de 1938 avec l'abbé Varin. Au deuxième rang, la troisième à partir de la gauche, Marthe Prost.

Sud-Est. Dans le programme de ces stages, interviennent les orateurs les plus qualifiés « et spécialement ceux qui enseignent dans les cours de correspondance du Sud-Est » mais aussi Frédéric Genevrey, pépiniériste à Belley qui fut président de l'Union du Sud-Est, et Pierre de Monicault, député de l'Ain et président du Syndicat agricole de Bourg-en-Bresse. Cette structuration du milieu rural oriente sa jeunesse catholique « vers des formes d'organisation mutualistes

et coopératives, qui préservent leur statut de producteurs familiaux indépendants ». En 1935, au décès du chanoine Cottard-Josserand et à la demande de l'évêque de Belley, M^{gr} Amédée Maisonobe, l'abbé Jean Mondésert est nommé directeur des œuvres du diocèse. C'est à ce titre qu'il fait appel à son frère, Michel⁽⁴⁾, et le charge d'installer dans le Bugey⁽⁵⁾, six ans après sa fondation en France, une première implantation de la JAC des Pays de l'Ain.

Toute une génération de responsables jacistes

Nous savons combien ce mouvement d'éducation de la jeunesse catholique a formé des bataillons de responsables agricoles qui, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, se sont engagés dans la direction des organisations professionnelles agricoles de l'Ain.

De Pierre Cormorèche à Gaston Débias, d'Henri Morandat à Jean Favrot, de Fernand Berger à Denis Fauvet, de Marie-Thérèse Robin à Marie-Thérèse Fromont et Estelle Deneux-Robin, première vice-présidente en 1956 du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), de Pierre Fromont à André Laurent, qui fut l'un des vice-présidents de la JAC nationale... toute une génération « d'apôtres de la terre » s'engagera résolument dans l'extraordinaire développement des organisations agricoles de l'Ain de l'après-guerre.

De Pierre Cormorèche à Gaston Débias, d'Henri Morandat à Jean Favrot, de Fernand Berger à Denis Fauvet, de Marie-Thérèse

La première grande manifestation de la JAC dans l'Ain

La première grande manifestation de la JAC dans l'Ain est la fête des moissons⁽⁶⁾, le 28 août 1938 à Saint-Étienne-du-Bois. Elle rassemble 15 000 personnes, 24 chars qui défilent et magnifient les semailles, les moissons, la meunerie, la mécanisation en

agriculture... Mais ce jour-là défilent aussi des chars religieux représentant l'hostie et de la croisade eucharistique. En cette occasion, 2 500 sachets de semences, collectés dans les fermes de l'Ain, furent bénis.

►
La Fête des moissons
le 28 août 1938 à
Saint-Étienne-du-Bois.
Créée en France en
1929, la JAC n'est fondée
dans l'Ain qu'en 1935.
La raison de ce retard
est paradoxalement due
à l'avance qu'avait pris
dans ce département un
mouvement de jeunesse
rurale né en 1920 sous
l'impulsion de l'abbé
Cottard-Josserand.

Sources :
Voix de l'Ain du
22 juin 1979.



- (1) Thèse « La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979) », Université Lyon II, par Étienne Fauvet.
- (2) La Fédération de la jeunesse catholique de l'Ain est présidée par le comte Henri de Seyssel qui demande en 1929 aux catholiques ruraux dans le journal « Le blé qui lève » de « diffuser les bons journaux et les bons livres, de travailler au développement de nos Sociétés de Mutualité ou de nos Syndicats agricoles, en pratiquant intelligemment notre devoir civique ».
- (3) La Chronique sociale créée en 1891 à Lyon par Marius Gonin est inspirée par le catholicisme social et l'encyclique « Rerum novarum » de 1891 du pape Léon XIII.
- (4) Michel Mondésert deviendra l'aumônier de la JAC de l'Ain et on lui doit la création des « semaines médicales » qui dispensent des conseils d'hygiène et médicaux aux jeunes filles rurales. Il fut évêque de Grenoble de 1971 à 1992.
- (5) La première création locale de la JAC dans l'Ain est signalée à Brégnier-Cordon, Groslée et Saint-Benoît dans ce Bugey où Michel Mondésert, le frère de Jean, également prêtre, exerce son sacerdoce.
- (6) Avant 1940, les rassemblements de la JAC s'appellent « Fêtes des moissons », après la guerre ce sont des « Fêtes de la terre » comme celle de Foissiat en 1947.

Le chanoine Cottard-Josserand, précurseur dans l'Ain d'un mouvement rural

Le père Élie Cottard-Josserand est né en 1875 à Saint-Trivier-sur-Moignans. Il fréquente le Petit Séminaire de Meximieux puis le Grand Séminaire de Brou. Nommé directeur des œuvres du diocèse de Belley, il cherche à adapter la foi chrétienne aux questions posées par la société moderne. Animateur infatigable des mouvements ruraux qu'il crée dans l'Ain plus de dix ans avant la JAC, il reçoit en 1920 des mains de Pierre de Monicault, à l'occasion d'une Semaine rurale qui se tient à Notre Dame-des-Dombes au Plantay, la grande médaille



que l'Union du Sud-Est ne décerne qu'une fois dans l'année pour services rendus à l'agriculture. Il recommande aux paroissiens de s'impliquer dans la création et l'animation de cliques, de troupes de théâtre, de sociétés de gymnastiques, de syndicats et de mutuelles agricoles... Il décède en février 1935 et ses funérailles réunissent plus de trois mille personnes. « Un nombre jamais atteint depuis les obsèques du curé d'Ars en 1859 », signale la chronique. En mémoire de son œuvre en direction de la jeunesse rurale, une rue de Bourg-en-Bresse porte son nom.



►
Les Semaines médicales créées par la JAC de l'Ain seront reprises par la JAC nationale pour former les jeunes filles de la campagne aux premiers soins et aux règles de base de l'hygiène domestique.

L'établissement tardif des Maisons familiales rurales dans l'Ain



► André Laurent, ici en 1952, sera à l'initiative de la première Maison familiale rurale créée dans l'Ain en 1950.

C'est le 17 novembre 1937 à Lauzun, un petit village du Lot-et-Garonne, que l'abbé Pierre Joseph Granereau fonde, avec une poignée de parents paysans syndicalistes, la première Maison familiale rurale (MFR) et invente l'enseignement par alternance à destination des jeunes garçons de la campagne ⁽¹⁾. Dans l'Ain, il faut attendre 1950 pour voir s'établir à Saint-Étienne-du-Bois la première maison familiale rurale. Les cours par correspondance et les cours postsecondaires étaient jugés insuffisants pour doter d'une solide formation technique et économique les futurs agriculteurs. Au contraire, les lycées agricoles dispensaient un enseignement supérieur théorique qui éloignait les jeunes élèves des campagnes et renforçait un exode rural déjà trop important. Il fallait inventer un modèle d'enseignement adapté aux besoins de l'agriculture. Le principe pédagogique de l'alternance, associant cours théoriques et pratique agricole dans une ferme, fera d'autant plus le succès des Maisons familiales rurales que le jeune pouvait, tout en suivant sa formation de futur agriculteur, poursuivre l'accompagnement de ses parents dans l'exécution des travaux de la ferme. Depuis leur origine, les Maisons familiales rurales sont d'inspiration catholique et souvent les militants de la JAC contribuèrent à leur création. Mais ce mouvement éducatif voulait « plus dépendre de la volonté des familles que de celle de l'Église ». Cette recherche d'indépendance plus ou moins réelle sur le terrain à l'égard de la religion sera confirmée en 1945 lorsque le congrès de l'Union nationale des maisons familiales rurales adopta la suppression du poste d'aumônier national. Cette autonomie revendiquée et leur décision d'abandonner dès 1941 leur statut de syndicat pour celui d'association, et échapper ainsi à l'emprise du régime de Vichy, permettront aux Maisons familiales rurales de bénéficier à la Libération de la reconnaissance de l'État et d'une subvention du ministère de l'Agriculture.

Un développement considérable

Leur développement en France est considérable et de 67 associations de parents d'élèves en 1945, elles passent à 300 en 1960 et à presque 500 en 1975. Il faudra pourtant attendre 1950 pour voir s'établir dans l'Ain la première Maison familiale rurale à Saint-Étienne-du-Bois. Une école ménagère plutôt dédiée aux filles installée au château du Châtelet, propriété de la famille De Dompure, qui met quelques salles à la disposition d'une école voulue par André Laurent ⁽²⁾. Cette Maison familiale présidée par Sabin Morel, un agriculteur par ailleurs salarié de la coopérative de Saint-Étienne-du-Bois, est à sa fondation dirigée par M^{lle} Joriz. Plus tard, l'école quittera le Châtelet pour s'installer au centre du bourg de Saint-Étienne dans des bâtiments appartenant à l'Évêché et Michel Mondésert, l'aumônier de la JAC de l'Ain, en sera le confesseur. La seconde Maison familiale rurale créée dans l'Ain, à l'initiative de Jean Prénat (Mionnay), Michel Cormorèche et Jean-Louis Thomasson, est celle dite « de Balan ». Elle ouvre ses portes en 1956 à Saint-André-de-Corcy, sous la présidence de Jean Prénat. Maurice George en assure la direction. Cependant, avant de s'établir à Saint-André-de-Corcy, cette Maison familiale avait été hébergée trois ans plus tôt, le 2 novembre

1953, dans les locaux de l'école de la Saulsaie à Montluel administrée alors par les Frères des écoles chrétiennes. Le succès pédagogique rencontré par les Maisons familiales rurales exigeait des locaux capables de répondre à leur développement, ce qui explique leurs fréquents déménagements. Ainsi, celle de la Vernée à Péronnas s'est d'abord établie à Journans et l'IREO, aujourd'hui « MFR domaine de la Saulsaie » à Montluel, était, avant 1981, installé à Jasseron.



◀ Michel Mondésert, aumônier de la JAC de l'Ain, fut le confesseur de la MFR de Saint-Étienne-du-Bois.

IV - 5

La promotion 1962-1963 de la Maison familiale de Saint-André-de-Corcy. De gauche à droite : Gérard Dutang, André Mallet (moniteur), Michel Thomasson, Gilbert Trichard, Alix Vernay, Jean-Pierre Essertier, Jacky Garnier, Pascal Drouin, Georges Sandron, Guy Montrade, Vincent Jayr, Bernard Guichard.



Une dizaine de MFR dans l'Ain

L'établissement tardif des Maisons familiales rurales dans l'Ain s'explique par une offre pédagogique importante dans ce département. Aux massifs cours postcolaires gérés par l'Éducation nationale et le ministère de l'Agriculture, s'ajoutaient des cours agricoles proposés par certains collèges comme celui de Nantua. Mais aussi des cours par correspondance dispensés par l'Union du Sud-Est pour former « une élite rurale », des formations délivrées par le lycée agricole de Bourg,

celles des écoles ménagères de la MSA ou de l'ADEA, fondée en 1948 à Bourg par Henri Durand et les études supérieures agricoles que proposait, depuis 1908, l'important lycée de Cibens. Cette foisonnante offre pédagogique laissait peu de place aux Maisons familiales rurales qui ne seront dans l'Ain jamais plus d'une dizaine pendant que le Rhône et l'Isère en comptaient une quinzaine, la Haute-Savoie plus de vingt, mais pas la Saône-et-Loire qui n'en comptera jamais plus de six.

NB: En l'absence d'archive sur la création des MFR dans l'Ain, ce texte a été rédigé à partir des témoignages recueillis auprès de Solange Perdrix, Thérèse George, Roger Maréchal, Joseph Calland, Jean Tirand, Raoul de Domp sure, Bernard Gloriod et Michel Thomasson.



La première promotion 1950-1951 de la première MFR de l'Ain prise devant le château du Châtelet de Saint-Étienne-du-Bois (photo Andrée Game).

- N° 1: Andrée Guillerminet, épouse Jean Game
- N° 2: Suzanne Fromont, épouse Gilbert Pin
- N° 3: Henriette Guillermin, épouse Serge Buathier
- N° 4: Yvonne Paccard, épouse René Bué
- N° 5: Anne-Marie Michon, épouse Albert Fixot
- N° 6: M^{lle} Ravier de Treffort
- N° 7: Danièle Burtin, épouse René Morand
- N° 8: monitrice de la MFR
- N° 9: Huguette Pirat, épouse Paul Fromont
- N° 10: Marie-Thérèse Cadoux
- N° 11: Simone Mutin
- N° 12: Andrée Perret, épouse Vernoux
- N° 13: Aimée Lorichon, épouse Louis Michelard
- N° 14: Simone Pillet, épouse Edmond Marquis



Entrée du château du Châtelet à Saint-Étienne-du-Bois où fut installée la première Maison familiale rurale de l'Ain en 1950.

- (1) Deux ans après, une Maison familiale pour filles sera fondée.
- (2) André Laurent était fermier d'une exploitation du château appartenant à la famille De Domp sure.